

Le 14 novembre 2012

Avec la Confédération Européenne des Syndicats

L'AUSTÉRITÉ, ÇA NE MARCHE PAS !

Depuis des années, le mouvement syndical européen dénonce les mesures d'austérité. Elles font plonger l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession. Le résultat: arrêt de la croissance et chômage en hausse continue. En coupant dans les salaires et dans la protection sociale on attaque le modèle social européen et on aggrave les inégalités et les injustices sociales.

Les « erreurs de calcul » du Fonds monétaire international (FMI) ont un impact incalculable sur la vie quotidienne des travailleurs et des citoyens européens. Cela remet en cause le fondement même de toute politique d'austérité. Le FMI doit présenter ses excuses. La Troïka doit revoir ses exigences. L'Europe a une dette sociale pas seulement monétaire. La reprise annoncée n'a pas eu lieu. 25 millions d'Européens sont sans emploi. Dans certains pays, le taux de chômage des jeunes atteint plus de 50 pour cent. Le sentiment d'injustice règne et la grogne sociale s'amplifie.

Nous voulons des actes pour une croissance soutenable et des emplois. Pas seulement des paroles. Il y a urgence sociale.

Pour l'emploi et la solidarité- Non à l'austérité

**Manifestation à 14h30
au Peyrou à Montpellier**

Aves les Organisations syndicales

CFDT - CGT - FSU - SOLIDAIRES - UNSA

PARCOURS :Peyrou - Rue de la Merci - Plan Cabannes - Cours Gambetta - St Denis - Halle Layssac - la Gare - la Comédie et dissolution.

Prise de parole à hauteur du Consulat d'Espagne

Communiqué commun

CFDT, CGT, FSU, Solidaires et Unsa

Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, FSU, Solidaires, Unsa s'inscrivent avec l'ensemble du syndicalisme européen dans la journée d'action et de solidarité de la Confédération européenne des syndicats le 14 novembre 2012 pour la l'emploi et la solidarité en Europe.

Elles expriment leur ferme opposition aux mesures d'austérité qui font plonger l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession. Ces mesures, loin de rétablir la confiance, ne font qu'aggraver les déséquilibres et créer des injustices. Elles mettent à mal le modèle social européen par ailleurs mis en cause par la concurrence et parfois le dumping dans les domaines de la fiscalité, du coût du travail et des conditions sociales.

En France, c'est un nombre de chômeurs qui ne cesse de croître depuis 17 mois avec encore une hausse record en septembre. Les plans de licenciements se multiplient. La précarité s'accroît, des millions de salariés n'accèdent à l'emploi qu'en CDD pour des durées de plus en plus courtes. 11 millions de personnes sont touchées par l'exclusion ou la pauvreté dont de nombreux retraités. Les salaires dans le privé et le public stagnent.

Les traitements de choc infligés aux travailleurs notamment en Grèce, en Espagne et au Portugal, montrent l'impasse de politiques qui conduisent à la destruction des droits sociaux.. La cohésion sociale, les services publics, le dialogue social et le respect des valeurs garanties par la Charte des droits fondamentaux sont mis en cause. Cette situation est insupportable et menace la construction européenne elle-même.

En s'amplifiant, la crise économique et sociale accroît fortement les inégalités entre les travailleurs européens et met en cause les droits de tous.

L'Europe doit bâtir ses politiques sur la solidarité et garantir les moyens du progrès social. La journée de mobilisation du 14 novembre permettra aux travailleurs de toute l'Europe d'agir, ensemble et solidairement, pour des conditions de travail et de vie décentes. Cela implique :

- une véritable coordination des politiques économiques et des mesures de solidarité concrètes avec les pays les plus en difficulté en intégrant systématiquement la dimension sociale aux décisions européennes ;
- la négociation d'un « Contrat social » revendiqué par la CES au niveau européen, incluant des mesures mettant fin à la concurrence sociale entre les Etats, en instaurant des standards sociaux européens, en particulier un salaire minimum dans chaque pays ;
- des mesures de relance au plan européen afin de renouer avec une croissance durable et favoriser l'emploi.

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, Unsa décident de faire du 14 novembre une grande journée de mobilisation interprofessionnelle rassemblant les salariés du privé et du public, les retraités et les chômeurs pour manifester leur volonté de voir apporter des réponses concrètes aux difficultés que vivent tous les travailleurs en France et en Europe, en solidarité avec les travailleurs espagnols, portugais et grecs. Elles appellent partout en France à manifester selon des modalités permettant la participation la plus large.

Paris le 26 octobre 2012